

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 29
Janvier-février 2010

« Comprendre c'est avant tout unifier. »

Albert Camus

Édito

À L'OFFENSIVE !

En ce début d'année, on ne vous l'avait pas promis mais la crise est toujours là et les chômeurs, de moins en moins indemnisés, sont de plus en plus nombreux. On ne l'avait pas non plus souhaité mais les gouvernements des pays riches de ce monde se moquent toujours tout autant des peuples opprimés, pays en guerres, occupés que des enjeux environnementaux qui s'imposent à nous. Le capitalisme continue ses ravages, nous continuons à l'accompagner. Et pourtant, nous le savons, il faut mettre un point final aux entreprises libérales partout dans le monde. On en est loin mais le besoin n'a jamais été aussi pressant. « Il y a 25 ans, Marx était traité comme un chien crevé dans le meilleur des mondes libéraux possibles. Son spectre souriant est aujourd'hui de retour. Son actualité est tout simplement celle du capital mondialisé », écrivait, en août, Daniel Bensaïd. Permettons-nous de combattre encore, en cette année 2010, ce système qui permet à certains de s'enrichir sur le dos des plus nombreux, qui accepte et encourage les inégalités, qui détruit les hommes, les femmes et leur milieu naturel pour ne combler que quelques uns.

En ce début d'année, le gouvernement a fait le choix de ne pas respecter les droits d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont arrivés en France afin de demander l'asile politique. Besson, Sarkozy et les autres ont trouvé qu'il était préférable de confiner des demandeurs d'asile dans des centres de rétention administrative afin de les faire taire plutôt que de respecter leurs droits ! Le gouvernement considère que les lois ne s'appliquent pas à toutes et tous de la même manière et les organismes nationaux chargés d'assurer la protection des réfugiés agrandissent, en ce moment, la liste des pays dits « sûrs ». Il est, en effet, des mesures et des décisions qui interpellent. Pourquoi la Turquie, la Serbie et l'Arménie seraient ajoutées à la liste française des « pays sûrs » alors même que ces pays ne répondent pas aux critères de respects des droits humains posés par le droit communautaire ? Pourquoi les y ajouter maintenant quand on connaît les conséquences graves d'un retour dans ces pays pour certains demandeurs d'asile ? Pourquoi même disposer d'une liste retenant des « pays sûrs » si ce n'est pour discriminer les migrants en fonction de leur origine ?

Défendre l'humain, se battre pour l'égalité réelle, combattre le libéralisme économique et environnemental, autant de raisons qui font que le socialisme, en 2010, a évidemment un sens. À nous de ne pas prioriser les combats, à nous d'être de tous les fronts, à nous d'imposer une autre réalité sociale en transformant la société !

Toute l'équipe d'Unité vous souhaite une très bonne année, qu'elle vous offre ce que 2009 a oublié de vous apporter. Excellente lecture !

Par Marlène Collineau

SOMMAIRE

ENSEIGNER, UN MÉTIER QUI
S'APPREND.....P. 2
Interview de Gwenael Stephan

SOUS L'EMPRUNT,
L'IDÉOLOGIE.....P. 3
par Mathias Tessier

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES,
ÉTAT DES LIEUX
AVANT LA BATAILLE..... P. 4
par Anthony Gratacos

UNITÉ AUX RÉGIONALES :
BONNET D'ÂNE POUR LA
GAUCHE.....P. 5
par Johann Césà

APRÈS UNE ANNÉE 2009 EN
DEMI-TEINTE, UNITÉ DE LA
GAUCHE POUR 2010 !..... P. 6
par Simon Héger

CULTURE..... P. 7

DÉFENDONS NOS RETRAITES
À 60 ANS !..... P. 8
par la Johann Césà

**Pour contacter
l'Offensive Socialiste :**

Marlène Collineau (rédaction d'Unité) :

06 75 29 42 75

Johann Césà (Bureau National du MJS) :

06 28 04 71 32

Enseigner, un métier qui s'apprend

Gwenael Stephan, militant socialiste en Ille-et-Vilaine, prépare le CAPES d'Histoire et de Géographie. Il revient sur la réforme des IUFM.

Unité : *Que t'inspire la réforme de la formation des enseignants ? Que lui reproches-tu ?*

Gwenael Stephan : Le premier problème est que cette réforme a été pendant très longtemps confuse. Le gouvernement n'a pas fait preuve de lisibilité par rapport à ce qu'il souhaitait mettre en place jusqu'à ce que des textes officiels soient publiés cette hiver.

Ensuite, les étudiants souhaitant être professeurs vont faire durant deux ans un double Master. Ils devront, en plus de leur travail de recherche et de la préparation de leur mémoire, faire un stage en première et seconde année et préparer leur concours. Nous pouvons donc déjà craindre que la recherche, dans de nombreuses filières, soit une des grandes perdantes de ces changements.

Enfin, et c'est malheureusement une certitude, cette réforme va mener à la précarisation du métier d'enseignant. Si nous prenons les chiffres actuels, 120 000 candidats aux concours se destinent à être professeurs pour 20 000 postes. Nous pouvons donc craindre que de nombreux étudiants valident leur Master enseignement sans avoir leur concours. Une de leurs seules perspectives d'insertion sera donc d'être professeur vacataire... À terme, la droite risque donc de remplacer des emplois durables par des emplois précaires dans l'éducation !

Unité : *Le caractère facultatif des stages est souvent dénoncé. Qu'en penses-tu ? Qu'est-ce que cela va changer dans la formation des enseignants ?*

Gwenael Stephan : Un des problèmes vient de la non-rémunération des professeurs durant toute une année de formation comprenant des stages. Je pense que la massification au niveau du Master est positive mais il ne faut pas oublier sa démocratisation.

De plus, comme certains opposants à cette réforme le soulignent, « on ne naît pas prof, on le devient ». Or, avec ce que propose le gouvernement, nous allons à l'opposé des

réformes qui devraient être prônées. Lors de la première année aura lieu un stage d'observation. Dans la seconde année du Master, nous aurons un stage qui en fait correspondra à des heures de professeur vacataire. Il sera placé entre les écrits et les oraux pour ceux qui seront admissibles. Aucun dispositif pédagogique ne sera prévu...

Unité : *Les étudiants et enseignants qui se mobilisent encore aujourd'hui pensent toutefois qu'il faut réformer l'enseignement primaire et secondaire. Quelles sont leurs revendications ?*

Gwenael Stephan : Une vaste mobilisation existe aujourd'hui contre la réforme. Elle fait l'unité entre les étudiants préparant les concours d'enseignement, les personnels des IUFM, les professeurs d'université, du primaire, du collège, du lycée, des lycéens et des parents d'élèves. Elle s'ajoute au mouvement qui s'oppose à la baisse drastique des personnels de l'Éducation nationale. De nombreuses actions existent aussi bien dans les IUFM que dans les universités. Néanmoins, personne ne demande à ce que nous restions au statut-quo.

En dehors de la question des stages que j'ai déjà évoquée, nous proposons, par exemple, que le concours ait lieu dès la fin de la première année et que la seconde année, dans le cadre d'un Master, soit consacrée à la formation. Nous pensons qu'être enseignant ne se limite pas à des savoirs mais que la pédagogie est au cœur de ce métier. Nous demandons également à ce que les personnes passant des Master Recherche puissent avoir des équivalences pour ne pas vider cette « branche » de l'université de ses étudiants. ::

**Interview de Gwenael Stephan
Rennes (35)**

Sous l'emprunt, l'idéologie

Pour défendre le grand emprunt, Nicolas Sarkozy nous a abreuvés de chiffres, ce qui devait nous convaincre de la nécessité de ses choix politiques. Depuis deux ans, on attendait tous sa « politique de civilisation », la voici enfin. Pas moins de 35 milliards jetés d'un coup, on allait voir ce qu'on allait voir. Regardons de plus près ce qu'il en est du côté de l'enseignement supérieur, décrétée première priorité.

Décryptage des chiffres

Dans les onze milliards consacrés à l'enseignement supérieur, 1,3 milliards viennent compléter les 5 milliards du Plan Campus. Cet argent a en fait déjà été promis l'année dernière. Un milliard est donné pour créer le « campus technologique » de Saclay, un vieux projet destiné à regrouper quelques grandes écoles, déjà bien pourvues financièrement, et l'Université de Paris Dauphine, seule université française à être sélective. Le reste sera donné aux dix « universités d'excellence », déjà dotées par le plan Campus. Cet argent sera immédiatement transformé en bons du Trésor ou investi à la Caisse des Dépôts. Autrement dit, l'État reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre. Ne reste donc plus que les intérêts annuels, c'est-à-dire, au mieux, 320 millions d'euros. Pour les 75 autres universités, l'addition est salée : le budget 2009 a été réduit de 150 millions d'euros. Bilan comptable : 90 % de la somme annoncée ne correspond donc qu'à de la poudre aux yeux. Belle opération de communication ! Pour que les universités aient de quoi fonctionner correctement il faudra encore patienter.

Élitisme et utilitarisme

Mais plus encore que la réalité des sommes, ce qui frappe ce sont les objectifs déclinés par ce grand emprunt. Sarkozy concentre les moyens sur cinq CHU, dix universités et les grandes écoles parisiennes. La suite du plan est déjà annoncée : une vingtaine d'universités (une par région) bénéficiera de moyens fléchés sur une ou deux disciplines¹. Pour le reste (les autres disciplines et la trentaine d'universités restantes), ce sera service minimum : des cours en amphibondés donnés par des enseignants précaires. Bref, la création de collèges universitaires coupés totalement du monde

de la recherche. L'augmentation des moyens de la recherche ne va pas n'importe où. Alzheimer, SIDA, nanotechnologies... On le savait déjà fâché avec la Princesse de Clèves, il est vrai, difficilement exploitable rapidement par les entreprises. Désormais c'est confirmé. Combien de fois faudra-t-il lui rappeler que sans recherche fondamentale il n'y a pas de recherche appliquée ? Combien de fois faudra-t-il expliquer que l'université pourrait - et devrait - être autre chose qu'un réservoir à mains d'œuvre à côté duquel on installe un outil de reproduction des élites ?

Pendant le grand emprunt, la rigueur continue

À la fin de sa conférence, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à revenir aux bons vieux dogmes libéraux. Il annonce qu'au vu de la dette massive (il faut dire qu'il vient de l'agrandir vingt minutes auparavant) il faudra effectuer des coupes claires dans le budget, continuer à détruire des postes de fonctionnaires, à casser les services publics puis les privatiser voire interdire dans la constitution la dette publique ! Mais par contre, interdiction de parler d'augmenter les salaires ou les impôts, concurrence internationale oblige.

Il y a trente ans, le discours de Reagan était simple : l'État n'est pas la solution, c'est le problème. Et Margaret Thatcher d'ajouter « *There is no alternative* ». La politique de civilisation est enfin dévoilée. Il s'agit de l'ultra-libéralisme le plus féroce et le plus dévastateur. ::

**Par Mathias Tessier
Nantes (44)**

¹ Ce qui a été confirmé par le président de la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), Lionel Collet : « *Aujourd'hui, l'État va aider dix campus multidisciplinaires à entrer dans la compétition mondiale. Dans le même temps, il financera, via d'autres appels d'offres également annoncés par le chef de l'État, des établissements sur leurs spécialités tant en matière de recherche que de formation* »

Collectivités territoriales : état des lieux avant bataille

INITIÉE par la commission Balladur, même si elle se situe en deçà des propositions du rapport, la réforme des collectivités territoriales crée la polémique et sème le trouble sur tous les bancs du Parlement. Après les transferts de compétences et de charges non compensés, le redécoupage des circonscriptions et la suppression de la taxe professionnelle, beaucoup d'élus craignent un détricotage et une perte d'autonomie financière des institutions locales. Alors que l'État bat tous les records d'endettement, les collectivités locales, dans le même temps, ont fait la preuve de leur bonne gestion et de leur capacité à investir efficacement. Cette réforme ne va pas seulement remettre en cause, de façon tragique, la décentralisation et l'efficacité des services publics en laissant beaucoup d'usagers sur le bord de la route, c'est une transgression des règles qui, jusque là, ont maintenu un équilibre politique et qui donnera demain, grâce au scrutin uninominal à un tour, un avantage électoral incontestable à la droite. Alors que le gouvernement s'inquiète de voir son texte censuré par les sages du Conseil constitutionnel, en particulier concernant le mode de scrutin, Nicolas Sarkozy pense déjà appliquer les mêmes méthodes électorales pour les élections législatives. Voyons comment le gouvernement compte asseoir son pouvoir.

Les conseillers territoriaux.

Ces nouveaux élus, qui ne seraient non pas 3 000 mais 4 000, remplaceront les Conseillers régionaux et généraux (actuellement 6 000). Ils seront élus pour la première fois en mars 2014 pour siéger dans les deux assemblées selon deux modes de scrutin : 80 % d'entre eux seront élus au scrutin majoritaire à un tour dans des cantons redessinés par le gouvernement. Les 20 % restant seront élus au scrutin de liste à la proportionnelle. L'UMP n'a pas de réserve de voix au deuxième tour ? Pas de problème, Nicolas Sarkozy supprime le deuxième tour... Mais la subtilité est ailleurs. Sous prétexte d'économie (0,003 % du budget des deux assemblées), le gouvernement comptait réduire par deux le nombre d'élus. En réalité, cette réforme coûtera plus cher que le système actuel. Non seulement les conseillers territoriaux seront élus à plein temps et seront indemnisés en conséquence, mais leurs suppléants pourraient,

pour compenser la perte d'élus, siéger dans les commissions ou les sociétés d'économie mixte et être indemnisés également.

Les compétences des deux assemblées.

Même si, d'après le premier ministre, les grandes compétences des deux assemblées seront maintenues, la réforme prévoit une redéfinition, donc une limitation des champs d'intervention de l'une et de l'autre et la suppression de la clause de compétence générale. Le financement des associations, l'investissement économique ainsi que le développement des services sociaux seraient gravement remis en cause.

Les métropoles régionales.

Les agglomérations de plus de 450 000 habitants pourront choisir cette nouvelle structure intercommunale. Elles pourraient percevoir l'intégralité de la fiscalité locale, déjà amputée de 20 à 30 % par la suppression de la taxe professionnelle, et se substituer à la région. Leurs compétences seront élargies par rapport aux communautés d'agglomérations. Mais la création de cette nouvelle structure intercommunale ne se fera que par décision des communes concernées, dont la plupart sont tenues par le PS, opposé au projet.

Intercommunalité.

Dès les élections municipales de 2014, les électeurs désigneront leurs représentants aux intercommunalités. Les candidats au Conseil communautaire devront figurer en tête des listes des candidats à la municipale dans les communes de plus de 500 habitants. Les préfets auront le pouvoir de revoir la carte départementale des structures intercommunales et de modifier les contours de celle-ci à partir de 2013.

Nouveau mode de scrutin dans les communes de moins de 3 500 habitants.

Le scrutin de liste proportionnel avec prime majoritaire sera abaissé à 500 habitants au lieu de 3 500 actuellement ce qui pourrait favoriser la parité et la gauche dans les conseils municipaux de petites communes (82 % des communes, détenus majoritairement par la droite) dont ils sont souvent exclus. ::

*Par Anthony Gratacos
Moussy-le-Neuf (77)*

Unité aux régionales : bonnet d'âne pour la gauche

À deux mois des élections régionales, les partis politiques attaquent une campagne qui s'annonce pour le moins feutrée. Pour l'instant, les instituts de sondage donnent la gauche en tête dans une large majorité des régions au second tour. Mais cette victoire promise serait une victoire par défaut puisque profitant exclusivement de l'impopularité de Nicolas Sarkozy et du manque de réserve de voix pour l'UMP au second tour. Pire encore, la gauche bénéficierait du regain de forme du Front National qui aboutirait à des triangulaires dans plusieurs régions. Alors que dans une tribune parue dans le journal « l'Humanité », l'Offensive Socialiste faisait appel à un large rassemblement de toute la gauche autour d'un programme commun afin de préparer les élections présidentielles de 2012, la gauche est plus que jamais divisée. Cet état de fait possède beaucoup d'analogie avec les élections présidentielles de 2002 : la gauche est l'équipe sortante et son bilan est jugé positif. Mais chaque formation a décidé de faire cavalier seul pour revendiquer son leadership à gauche et se compter face à un Parti Socialiste enfermé dans une tour d'ivoire qui annonce avoir d'ores et déjà remporté toutes les régions. La rédaction d'Unité a décidé d'attribuer une note à chaque parti de gauche, note qui prend comme seul variable la volonté des partis à rassembler la gauche. Sans surprise, aucun d'entre eux n'a au dessus de la moyenne.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste s'enferme dans l'impasse du cavalier. Il refuse toutes les alliances possibles et imaginables. Alors que le Parti de Gauche souhaitait créer un Front de Gauche du NPA au Part Communiste, l'élève Besancenot a refusé, de peur de voir son leadership s'effacer face à Jean-Luc Mélenchon ou Marie-Georges Buffet. Le NPA s'entête dans une logique où il existerait deux gauches : celle qui proteste et celle qui gouverne. Deux points positifs : le NPA accepterait une « alliance technique » dans le cas où il ferait 5 % et que la droite serait donnée gagnante au second tour. Et le NPA a choisi de faire cause commune avec le Front de Gauche face au controversé Georges Frêche. L'Offensive Socialiste attribue la même note à l'autre formation trotskiste, Lutte Ouvrière, qui s'enferme dans son sectarisme alors qu'elle s'était ouverte jusqu'au PS aux élections municipales de 2008 et avait fait des listes communes avec la défunte LCR aux régionales de 2008.

Europe-Écologie fort de sa troisième place au scrutin européen fait lui aussi cavalier seul. Il rassemble derrière lui de nombreuses formations écologistes et a réussi à débaucher des personnalités de la société civile : Augustin

Legrand, fondateur des Enfants de don Quichotte est sur la liste de l'Île-de-France, la juge Laurence Vichnievsky est tête de liste en PACA et le pédagogue Philippe Meirieu est tête de liste en Rhône-Alpes. Europe-Écologie a gardé la même recette : 50% d'écologistes et 50% d'associatifs. Pour autant les contours programmatiques d'Europe-Écologie sont difficiles à cerner puisque rassemblant aussi bien des altermondialistes (Bové) que des capitalistes verts (Cohn-Bendit). La volonté d'E-É est de chiper l'hégémonie du PS à gauche et de peser dans les prochaines primaires.

Le Parti Socialiste voulait rassembler toute la gauche (à l'exception du NPA) et il se retrouve tout seul. À trop vouloir s'allier jusqu'aux limites droitières (MoDem), le PS a renforcé le Front de Gauche en crispant le PCF (aidé aussi par un Mélenchon refusant une alliance avec ses anciens amis socialistes). Seul lot de consolation : le PS a noué des accords nationaux avec le MRC et le PRG. Pour autant ces deux satellites seront loin de créer une dynamique à gauche comme aurait pu le faire une alliance du PCF à Europe-Écologie. Le PS paie aujourd'hui son arrogance et son résultat désastreux des européennes. Il devra son succès par un programme ancré à gauche et une unité retrouvée des socialistes.

Le Front de Gauche, là aussi c'est le capharnaüm le plus complet. Dans 17 régions, le PCF fait alliance avec la Gauche Unitaire et le Parti de Gauche, alors que dans les cinq autres il part dès le premier tour avec le PS. Ce Front de Gauche qui garde la même version qu'en 2009 a eu bien des peines pour se construire. D'un côté le Parti de Gauche souhaitait tenter un flirt avec le NPA et de l'autre les communistes désiraient conserver le maximum d'élus régionaux. Le Front de Gauche compte également dans ses rangs des militants du MPEP (Mouvement politique d'éducation populaire), de République et socialisme (créé par d'anciens membres du MRC), des Alternatifs et la FASE (Fédération pour alternative sociale et écologique). Malgré cela, il faudra que le Front de Gauche face plus de 5 % afin qu'un rassemblement à gauche puisse s'opérer au second tour.

Chaque formation de gauche a donc une responsabilité dans cet échec d'unité. Seul espoir, que celles-ci se rassemblent au second tour et ouvrent la voie vers 2012. Le projet régional commun du second tour devra être le prélude à un programme commun national pour faire gagner toute la gauche en 2012. ::

*Par Johann Césa
Saint-Étienne (42)*

Après une année 2009 en demi-teinte, unité de la gauche pour 2010 !

À l'heure où est écrit cet article, nous ne connaissons pas encore les résultats de l'élection présidentielle au Chili. Le second tour s'annonce plus que serré. Après avoir longtemps hésité, Marco Enriquez Ominami a finalement décidé d'apporter son soutien au candidat de la Concertation (coalition de quatre partis de centre et de gauche), Eduardo Frei, constatant que « *face à la conjoncture historique, face à la possibilité que la droite empêche la marche du Chili vers l'avenir, il [était de sa] responsabilité de contribuer [...] à ce que cela n'arrive pas* ». Le candidat de la Concertation serait crédité de 49,1 % des voix, contre 50,9 % pour le candidat de la droite conservatrice et milliardaire Sebastián Piñera. Il serait catastrophique pour ce pays, après vingt ans de démocratie, de renouer avec l'horrible héritage de Pinochet. Piñera, à la tête de l'Alliance pour le changement, une union nauséabonde regroupant le parti de droite et d'extrême droite, a par ailleurs assuré à d'anciens militaires pinochetistes de geler les procédures en cours contre eux pour violations des Droits de l'Homme, rapporte le quotidien argentin Página 12.

Si l'avenir s'annonce plus qu'incertain sur le continent sud-américain, c'est aussi le cas dans la plupart des régions du globe. Petit retour sur une année 2009 bien mitigée sur le plan des victoires socialistes. Car si effectivement on peut voir ici ou là quelque avancées, ces dernières sont à relativiser au regard d'un climat social qui reste explosif.

Cependant partout où la droite est au pouvoir, elle est attaquée.

Comme au Japon, où pour la première fois depuis 1950 le Parti Libéral-Démocrate (PLD) perd les élections législatives face au Parti Démocrate du Japon (PDJ) de centre gauche. Raison de cette défaite : le PLD était accusé de vouloir s'attaquer à la protection sociale en place. L'issue favorable du scrutin s'est forgée sur l'engagement du PDJ à garantir l'accès au soins dans les régions rurales, sur le retour d'une allocation aux familles monoparentales supprimée en 2009 par le gouvernement conservateur ou encore sur la création d'une allocation mensuelle visant à

soutenir le pouvoir d'achat des familles japonaises.

En Grèce, le mouvement socialiste panhellénique (PASOK) emmené par Georges Papandréou a remporté les élections législatives anticipées d'octobre 2009 organisées par les conservateurs au pouvoir. Face à un Costas Caramanlis (Nouvelle Démocratie) affaibli par la crise sociale profonde qui touche le pays ainsi que par les affaires de corruption, le PASOK s'était engagé sur un programme clair pour redresser le pays en 100 jours : lutte contre la fraude fiscale et la corruption, arriver à une redistribution sociale et juste de la richesse, et axer l'économie sur le « développement vert ». Cependant, à l'heure de l'échéance des 100 jours, les manifestations se poursuivent, preuve que les électeurs ont peu goûté les promesses non tenues du gouvernement.

Néanmoins, l'année 2009 a également été témoin de reculs parfois nets.

En Allemagne bien sûr, mais également au Portugal, où malgré leur victoire les socialistes perdent la majorité absolue qu'ils détenaient. Un programme sans ambitions (politique de grands travaux pour relancer l'économie et quelques mesures sociales) doublé d'une politique d'austérité conduite par le gouvernement (coupes dans certains budgets sociaux, poursuite des privatisations, le gel des carrières des fonctionnaires, relèvement de l'âge de la retraite) pendant 5 ans ont sans doute eu raison du soutien des plus modestes.

La défaite et les déconvenues ont attendu au tournant tous les socialistes trop mous et répondant à l'appel des sirènes du néolibéralisme. Et c'est bien là que réside le défi de 2010 pour les socialistes à travers le monde. Unir toute la gauche autour de programmes ambitieux pour la justice sociale, la redistribution, et ne pas laisser les chantres de l'économie débridée mener leur politique destructrice. L'Unité de toute la gauche, voilà le mot d'ordre de 2010 pour tous les socialistes à travers le monde ! ::

**Par Simon Héger
Nantes (44)**

LECTURE

Un homme est mort

Il y a ceux qui aiment les bandes-dessinées et ceux qui ne les aiment pas. Ceux qui pensent qu'elles ne sont qu'un divertissement, ceux qui pensent qu'elles sont réservées aux enfants. Et il y a ceux qui font aimer les bandes-dessinées, qui les font adorer. Étienne Davodeau est de ceux-là. De ceux qui dessinent des tranches de vie. Davodeau n'est pas à son coup d'essai quand il dessine *Un homme est mort*, récit du destin tragique d'un ouvrier de l'Arsenal de Brest. Pour *Un homme est mort*, Davodeau dessine et Kris met en scène et ils forment un sacré duo ! Ils sauront nous plonger dans une réalité, à la fois simple et singulière. Cette réalité restera gravée dans la tête du lecteur à la manière du plus beau des romans.

1950, la guerre est finie depuis cinq ans. De la ville de Brest, il ne reste rien. Les bombardements et les combats ont anéanti, en un mois, la ville, le port et l'arsenal. Brest n'existe plus. La ville doit alors se reconstruire. Brest va devenir un immense chantier. Une ville différente va alors éclore sous les travaux. D'une ville fortifiée, aux ruelles étroites, Brest va se découvrir moderne, linéaire, blanche.

1950, des milliers d'ouvriers travaillent sur les chantiers. Rapidement, les ouvriers de

l'Arsenal vont se mettre en grève pour exiger de meilleurs salaires et des logements décents. Les manifestations qui s'en suivent sont d'une violence extrême et voient l'affrontement régulier des forces de l'ordre et des grévistes. La violence policière fait rage et, le 17 avril, le drame se produit. La police tire sur la foule. Plus de vingt personnes sont blessées et un homme, Édouard Mazé, est tué.

C'est alors que débarque René Vautier, cinéaste, qui, à la demande de la CGT, vient filmer le mouvement. Il découvre une ville en état de siège. Le lendemain, ont lieu les obsèques d'Édouard Mazé. Une foule immense, un peuple entier est venu lui rendre hommage.

De cette histoire, il reste des images, celle d'un réalisateur, d'un homme militant à la CGT, depuis longtemps engagé dans la lutte contre les inégalités. Cette bande-dessinée raconte Vautier, qui, en son temps, a raconté Mazé. Davodeau (re)donne vie aux images filmées par Vautier, Kris raconte ses souvenirs, nous transmettant ce qu'il existe de plus important : la capacité à se révolter.

Étienne Davodeau et Kris, *Un homme est mort*, Futuropolis, 2006

MUSIQUE - HOMMAGE

Mano Solo

« *JE ne suis plus séropositif mais j'ai le sida* », avait-il dit en montant sur la scène du Bataclan, à Paris, en octobre 2005. Il avait conclu son concert, comme à son habitude en clamant « *et vive la révolution !* ». Mano Solo est mort le 10 janvier 2010.

Mano Solo était terrorisé à l'idée de s'ennuyer. Celui qui se faisait appeler Boredom quand il exposait ses toiles disait que c'était l'ennui qui l'avait rendu séropositif. Le SIDA l'a tué et son souvenir, terriblement actuel, nous rappelle qu'on meurt de cette putain de maladie.

Alors évidemment, il manquera à la chanson et il nous manquera, à nous toutes et tous qui apprécions sa musique. Il manquera au peuple de Gauche, sa famille politique. Mano Solo nous engueulait, nous secouait afin que nous ne nous endormions pas. Il nous faudra nous rappeler, quand le sommeil nous guettera, ce qu'il nous disait : « *Mes amis, ne pleurez pas, le combat continue sans moi, tant que quelqu'un écoutera ma voix, je serai vivant dans votre monde à la con* ».

Et vive la révolution !

Comité de rédaction : **Numéro 29 | janvier-février 2010**
Johann Cesa (42) **courriel :** offensive.socialiste@gmail.com
Thomas Chavigné (31) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.
Marlène Collineau (44) **Photographies et dessins :**
Tunjaï Cilgi (64) p. 1 :
Jean-François Claudon (75)
Mehdi Dardouri (42) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.
Julien Guérin (43)
Mathias Tessier (44)
Ernest Simon (44)
David Torres (32)

Maquette :
Nicolas Nocet
Marlène Collineau

Lisez **Unité,**
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Défendons nos retraites à 60 ans !

En ce début d'année 2010, la question des retraites est à nouveau posée. Toute la gauche est attendue au tournant. Les grandes grèves de décembre 1995 et du printemps 2003 ont prouvé que les salariés restent attachés à notre système solidaire de retraite par répartition. Mis en place à la Libération dans une France en ruines, héritage direct du programme du Conseil National de la Résistance, ce modèle a permis aux retraités de sortir de la misère. Les coups que lui ont porté Balladur en 1993 puis Fillon en 2003 furent autant de pas en avant vers un régime concurrentiel avec des retraites placées au grand casino de la finance mondiale. Sarkozy, main dans la main avec le MEDEF, a annoncé son intention de repousser l'âge de départ en retraite au-delà de 60 ans. Toute la gauche politique, associative et syndicale devrait être rassemblée pour défendre l'une des plus grandes conquêtes sociales issues de la victoire collective de mai 1981. Des millions de salariés épuisés par une vie de labeur ont pu ainsi bénéficier de cinq années supplémentaires pour voyager, se cultiver, profiter de leurs petits-enfants, bref jouir pleinement de la vie. Mitterrand avait raison quand il a dit que la retraite à 60 ans avait « *ajouté de la vie aux années* » ! Cette mesure, qui a pu être mise en place il y a 29 ans, serait devenue un luxe selon certains dans une France deux fois plus riche qu'à l'époque. On n'ose y croire !

Aujourd'hui « *Faut-il bazarder la retraite à 60 ans ?* », comme le titrait L'Humanité du 20 janvier dernier ? Plus que jamais, nous répondons non ! Cet acquis de civilisation a permis d'élever l'espérance de vie et d'assurer des pensions décentes à tous les travailleurs. On voudrait nous faire croire que l'urgence est de travailler plus longtemps même si, dans la réalité, l'âge de départ moyen est de 58 ans. On ne le dit jamais assez : dans ce pays, deux salariés sur trois ne travaillent plus à 60 ans et le nombre moyen d'années de cotisations n'a jamais dépassé les 37 annuités ! Les grandes entreprises jettent les salariés de plus de 55 ans comme de vulgaires kleenex, alors que, par le travail de toute une vie, ils ont créé les richesses,

de plus en plus accaparées par les profits. Les jeunes générations n'ont pas à payer demain les choix faits aujourd'hui en leur nom. Au contraire, elles doivent se saisir de ce débat qui les concerne au premier chef. Maintenir des salariés qui sont en activité depuis si longtemps et qui légitimement aspirent à la retraite, c'est autant d'emplois en moins pour les jeunes qui rentrent dans la vie active. Des salariés fatigués d'un côté, des jeunes chômeurs de l'autre : on marche sur la tête. Un emploi stable est une condition essentielle pour permettre à chaque jeune de construire sa vie et de mener à bien ses projets.

Récemment, au sommet de notre parti, on a prétendu vouloir briser le *tabou* de la retraite à 60 ans. Alors que tous les partis de gauche et la presque totalité des organisations syndicales défendent cet acquis, nos aînés prennent le risque de se couper de leur base sociale. Pourtant, en 2008, nous affirmions unanimement lutter pour « *la préservation de l'accès à la retraite à 60 ans, conquête sociale majeure* ». De même, les Jeunes Socialistes ne cessent de défendre, « *le système de protection sociale, notamment le système de retraite par répartition avec un âge de départ à 60 ans* », comme nous l'avons rappelé lors de notre dernier Congrès. À ce jour, aucun vote, aucune décision ne sont venus remettre en cause ces positions. Pour maintenir une retraite à 60 ans à taux plein, des solutions existent : augmentons les recettes des caisses de Sécu en menant une lutte de tous les instants contre le chômage, en généralisant le CDI, en stoppant les exonérations de cotisations patronales et en récupérant les 65 milliards d'euros des multiples niches fiscales. En un mot, il faut d'abord redistribuer les richesses. Du capital vers le travail ! ❖

Par Johann Césa et Ernest Simon